



## GOVERNANCE

*La faiblesse de la gouvernance institutionnelle reste un défi primordial en Haïti. Les revenus de l'État couvrent à peine les besoins opérationnels des ministères et ne permettent que des investissements limités. L'accès aux services publics demeure de manière générale nettement insuffisant et varie beaucoup d'une région à une autre.*

*En dépit de ce contexte, 2012 a connu plusieurs avancées positives. Le lancement du Cadre national de coordination de l'aide externe au développement (CAED) le 26 novembre 2012 a constitué une étape importante vers une plus grande efficacité de l'aide. Des progrès ont également été effectués au regard du programme de réforme de l'État.*

### FAITS ET CHIFFRES

#### AU NIVEAU CENTRAL

Le bureau des ressources humaines du gouvernement a mené **dix forums régionaux de consultations** afin de valider le programme cadre de réforme gouvernementale, une initiative soutenue par les Nations Unies.<sup>(1)</sup>

Le **lancement du CAED** fournit une plateforme pour que les parties prenantes haïtiennes et la communauté internationale puissent renforcer la responsabilité mutuelle, la confiance, ainsi que l'efficacité de l'aide dans le pays.

Dans le cadre du CAED, un soutien technique est apporté au ministère de la Planification et de la Coopération

Externe (MPCE) pour la mise en œuvre du **Module de gestion de l'aide externe**, dont l'objectif est d'accroître la transparence de l'aide et de renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des ressources externes.<sup>(2)</sup>

L'Institut haïtien de statistique et d'information (IHSI) a reçu une assistance technique pour la finalisation de l'enquête nationale 2012 EMMUS V, qui fournit des données actualisées sur les principaux indicateurs de développement.<sup>(3)</sup>

L'IHSI a aussi reçu des **équipements et des bases de données importantes**, notamment pour l'inventaire des bâtiments et des informations géospaciales.<sup>(4)</sup>

Des **ressources humaines et techniques** ont également été allouées au Centre national d'information géospatiale afin d'augmenter la quantité et d'améliorer la qualité des cartes produites.<sup>(5)</sup>

Les Nations Unies ont contribué au **développement de stratégies et plans sectoriels** coordonnés par le gouvernement, notamment le plan d'éradication du choléra sur dix ans, élaboré par le ministère de la Santé et la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA), ainsi que le projet de politique nationale du logement, de l'habitat et du développement urbain coordonné par l'Unité de construction de logements et de bâtiments publics (UCLBP).<sup>(6)</sup>

Deux **bâtiments administratifs** pour le ministère de l'Intérieur ont été construits.<sup>(7)</sup>

La **Convention de La Haye** sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale a été ratifiée par le Parlement.

## AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL

Les Nations Unies ont apporté un soutien technique et financier au **développement du budget de 140 communes**. 131 d'entre elles ont soumis leur budget au ministère de l'Intérieur pour vérification et validation.<sup>(8)</sup>

Évaluation en finalisée des **performances de toutes les municipalités** pour la période 2006-2011.<sup>(9)</sup>

Construction de **15 bâtiments municipaux et de 9 vice-délégations** avec le soutien des Nations Unies.<sup>(10)</sup>

Dans le cadre d'un effort plus large pour définir des **plans de développement urbain** dans tout le pays, le MPCE poursuit ses consultations avec les habitants. Plus de 700 personnes ont participé à ces exercices de planification à Jacmel et au Cap Haïtien.<sup>(11)</sup>

## AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Des **plateformes communautaires ont été mises en place** dans les localités du programme 16/6, piloté par le gouvernement. Ces plateformes aident les communautés à discuter et à définir les priorités en matière de travaux et de réhabilitation dans leurs quartiers.<sup>(12)</sup>

Des **centres communautaires** ont été bâtis grâce à plusieurs programmes soutenus par les Nations Unies, afin de faciliter le partage d'informations sur les pratiques les plus sûres en matière de construction et d'accompagner les réparations et les constructions de logements entreprises par les Haïtiens eux-mêmes.<sup>(13)</sup>

Lancement d'un programme de **renforcement des organisations locales** afin de développer les capacités de plaider au sein de la société civile haïtienne.<sup>(14)</sup>



Plate-forme communautaire à Morne Hercule

## DÉFIS ET PERSPECTIVES

Si des progrès encourageants ont été accomplis en 2012, de nombreux défis persistent, notamment dans la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique, ainsi que dans le développement de processus d'achats plus transparents, de procédures foncières plus claires et de conditions encourageant les investissements.

L'approche privilégiée doit être celle d'une transformation, et non d'une substitution, où les partenaires internationaux, y compris les Nations Unies, accompagnent les institutions et la société civile haïtienne dans la réalisation de leur développement.

Cette priorité transversale apparaît clairement dans le Cadre stratégique intégré du système des Nations Unies en Haïti pour 2013-2016, qui est pleinement aligné sur le Plan stratégique pour le développement d'Haïti et approuvé par le gouvernement.